



JOURNAL DU CHAOS

L'homme est absurde par ce qu'il cherche, grand par ce qu'il trouve. Paul Valéry

Semaine 48. - 2019
Du 25/11 au 01/12

*J'hésite entre le paradis et l'enfer,
parce que j'ai des amis partout*
Bernard Tapie, sur sa mort

*Dès qu'on émet une critique contre la
ligne de Marine, on est flingué.*

Un cadre du Rassemblement national

*Le problème dans notre pays, ce n'est
pas l'immigration, c'est le partage des
richesses*

**Philippe Martinez, tocard patron de
la CGT**



Vous avez dit Marine ?



Si les électeurs macronistes et lepénistes sont en effet très typés sociologiquement, je ne pense pas pur autant que l'on puisse décrire la société comme deux blocs homogènes s'opposant, c'est plus complexe que ça. Le « bloc populaire » est très hétérogène et, par ailleurs, une grande partie de la classe moyenne n'est pas suffisamment dans la mouise pour vouloir renverser la table. C'est pourquoi, selon moi, la société française n'est pas prête à se donner à 50% à Marine Le Pen, au moins pas la prochaine fois.

Jérôme Fourquet, entretien à *l'Express* et auteur de *l'Archipel français*

Vive les Catherinettes



Alors qu'en de très nombreuses villes de France l'on célébrait lundi 25/11 dans la joie et la bonne humeur la Sainte-Catherine, et avec elle toutes les jeunes femmes célibataires et sans enfant de 25 ans, les associations féministes, sans peur aucune du ridicule, n'auront pu s'empêcher de nous resservir leurs sempiternelles attaques contre cette fête des Catherinettes qu'elles qualifient bêtement d'« humiliation pour les femmes ». Petit rappel, comme l'explique Anne Monjaret, ethnologue au CNRS dans *Libé*, « au cours du XXe siècle, la Sainte-Catherine a

[...] été l'occasion, pour les couturières, de prendre la parole et de s'affirmer dans l'espace public. Les "petites mains" des années vingt profitaient de ce jour pour défier l'autorité patronale et dénoncer la domination masculine de manière plus ou moins implicite ». Et pan, sur la tronche...



« Les réformes », c'est une expression toute faite pour désigner la mécanique comptable qui consiste à libéraliser, exhiber et rogner. L'horizon, c'est la mise en concurrence généralisée sur le marché mondial du travail et des marchandises (...) L'idéologie néolibérale, avec son obsession de mise en concurrence généralisée, n'est pas un horizon, c'est un mur. Emmanuel Macron est au pied de ce mur et, nous, nous l'avons droit devant nous.

Natacha Polony, Marianne 28/11/19

Politique

Florence Berthout, maire du 5^e arrondissement de Paris et ex-présidente du groupe Les Républicains au conseil de Paris a annoncé qu'elle apportait son soutien à Benjamin Griveaux (LREM) pour les municipales.

La manifestation contre les violences sexuelles faites aux femmes a mobilisé 45 000 personnes à Paris à en croire un collectif de médias, Occurrence. La manif est partie de l'Opéra pour gagner la place de la Nation. Manifs également en province Bordeaux, Lille, Toulouse, Strasbourg, etc., mais de bien moindre importance.

Rumeur ? L'équipe d'Anne Hidalgo en est persuadée : le gouvernement aurait « *complètement abandonné l'idée de gagner Paris* ». Un adjoint du maire en veut pour preuve la baisse de 146 millions d'euros des ressources de la ville dans le projet de loi de finances. Un cadeau empoisonné pour le prochain maire.

Pas question pour le gouvernement d'abandonner sa ligne de conduite sur le dossier des retraites, nonobstant la manif du 5 décembre. Et Matignon de dérouler les arguments qui seront mis en avant par le Premier ministre. « *Parler enfin de la réforme devant les Français, c'est dire pourquoi elle permettra plus de justice sociale et pourquoi la justice sociale est de notre côté, pourquoi la réforme est responsable et donc comment on la finance, pourquoi on a encore beaucoup d'options ouvertes sur les transitions* ». Sauf que le projet demeure flou.

La journée d'action contre la réforme des retraites à la RATP laisse craindre à la direction de l'entreprise un débrayage de grande ampleur qui devrait paralyser les transports en Ile-de-France. Au siège, on se prépare à une prolongation de la grève de même intensité jusqu'au 8 décembre. La gauche et le RN soutiennent ce mouvement.

Après le coup de gueule de l'animateur, Stéphane Bern, chargé de la mission Patrimoine en péril, les députés ont rétabli illico les 21 millions de crédit destinés à l'entretien des monuments historiques qu'ils lui avaient sucré.

Clémentine Autain, qui après avoir zoné au Parti communiste et bizouté les trotskars a fini par trouver un casse-croûte chez les Insoumis de Mélenchon et se faire élire député, n'a pas vu la contradiction qu'il y avait à participer à la marche #Nous Toutes contre les violences sexuelles après avoir défilé aux côtés des islamistes lors de la manif contre l'islamophobie. Autain n'est pas à une contradiction près.

Le parquet de Paris a requis une amende de 500.000 euros contre le FN dans l'affaire des kits de campagne des législatives de 2012, un système soupçonné de cacher plusieurs escroqueries au préjudice de l'Etat pour financer le parti.

Contre Frédéric Chatillon, proche conseiller de Marine Le Pen, le ministère public a requis la peine la plus lourde: quatre ans de prison, dont deux avec sursis, 100.000 euros d'amende et une interdiction de gestion définitive pour le patron de la société de communication Riwal.

Motifs : surfacturations, «*prêts fictifs*», micro-parti «*coquille vide*» cachant une «*apparence d'activité bancaire*» «*détournement des règles électorales*» en vue d'obtenir un remboursement indu des dépenses de campagne de ses candidats. Sont visés, outre le parti frontiste, le trésorier Wallerand de Saint-Just, l'euro député François Jakl mais surtout Frédéric Chatillon et sa société Riwal.

Près de 1 000 agriculteurs ont organisé, mercredi 27/11, une opération escargot sur le périphérique parisien avec leurs tracteurs pour protester contre la baisse de leurs revenus. Selon le site Sytadin (analyse du trafic), cela n'a pas provoqué plus de bouchons que d'habitude à Paris.

Pour le député du Modem Patrick Mignola (4^e, Savoie), Macron sera contraint à un Grenelle social. Dans le cas contraire, « cela voudrait dire que le libéralisme sans frein a gagné, alors que c'est vers une nouvelle répartition des profits du capitalisme en faveur du travail vers quoi nous devons aller ». Bigre, un centriste pris en flagrant délit de lucidité.

Elysée

Sondage

Viavoice a interrogé les Français pour Libération sur la question sociale. 89% considèrent que l'on vit actuellement une crise sociale et que le chef de l'Etat n'a évolué ni sur la forme (66%) ni sur le fond (70%). 50% soutiennent toujours la cause des Gilets jaunes, 87% la défense de l'hôpital et 62% celle des retraites. Pour 64% des Français, Macron ne comprend toujours pas la réalité des « difficultés sociales actuelles ». Les Français ont par ailleurs le sentiment d'une balkanisation de la société.

Le mouvement du grève du 5 décembre est avant tout « une mobilisation contre la fin des régimes spéciaux », a affirmé Emmanuel Macron, restant très ferme sur l'objectif de la réforme. Cette grève est « avant tout la mobilisation de salariés d'entreprises, qui relèvent des régimes spéciaux. C'est donc une mobilisation contre la fin des régimes spéciaux ».

« Si d'autres veulent brouiller l'exercice c'est leur responsabilité, pas la mienne [...] Cela fait quelques mois que les uns ou les autres, inspirés par une logique de politique politicienne ou par une vision de la société que je ne partage pas, veulent à chaque occasion créer le désordre ». Macron a jugé étrange une mobilisation contre une réforme « dont on ne connaît pas les termes exacts ».

Emmanuel Macron a pourtant beaucoup lâché pour tenter de désamorcer le climat social. Suite aux Gilets jaunes, il a lancé un plan d'urgence à 10 milliards d'euros et à la Santé, Agnès Buzyn, a débloqué 750 millions d'euros sur trois ans pour l'hôpital.

De son côté le Premier ministre a mis sur la table des primes pour les bas salaires, soit 150 millions € et une hausse du budget de l'assurance maladie et la reprise partielle de la dette des hôpitaux. Le gouvernement promet par ailleurs 5 milliards d'euros de baisse de l'impôt sur le revenu, dès janvier 2020.

Enfin, 80% des foyers seront exemptés de la taxe d'habitation. Policiers et gendarmes ont obtenu une rallonge de 100 € par

mois et le paiement des 3,5 millions d'heures supplémentaires soit 50 millions d'euros. On cherche de la cohérence dans tout cela, car ça respire le bouchage de trou. Ce qui ne constitue pas une politique.

Cela fait des mois qu'Emmanuel Macron lui-même ne cesse de bousculer les membres du gouvernement — pour la plupart issus de la société civile — afin qu'ils aillent se frotter à un scrutin local. « Il en a assez du procès en déconnexion qu'on nous fait tout le temps, s'agace un conseiller. Nos ministres sont très compétents, mais on voit aussi qu'il y a un problème de légitimité pour ceux qui n'ont jamais été candidats à quoi que ce soit. »

A Emmanuel Macron qui lui reprochait son intervention en Syrie, le turc Recep Erdogan a répondu : « *Ces déclarations ne s'adressent qu'à ceux dans ton genre qui sont en état de mort cérébral (...) Lorsqu'il s'agit de fanfaronner, tu sais très bien le faire. Mais lorsqu'il s'agit de verser à l'Otan l'argent que tu lui dois, c'est autre chose* ».

Gouvernement

Une chose est sûre, la date du 5 décembre fout la trouille à tout le gouvernement. Un proche du chef de l'Etat en témoigne : « *Une partie du gouvernement est tétanisé, c'est une certitude. C'est symptomatique d'une hantise du syndrome des Gilets jaunes, du mot de travers ou de la réforme de trop qui enflamme tout. Il faut sortir de cela pour éviter la paralysie totale.* »

Bientôt des états généraux des industries créatives et culturelles. Les ministres de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, celui de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire et celui de la Culture, Franck Riester, s'apprêtent à annoncer le lancement des États généraux de la filière des industries créatives et culturelles (ICC).

Castaner or not Castaner ? Le ministre de l'Intérieur est de nouveau sur la sellette même s'il a limité ses déclarations maladroites. Il est beaucoup question de promouvoir Laurent Nunez au poste de « premier flic de France ». Reste à trouver un point de chute à Christophe Castaner.

A l'issue du Grenelle contre les violences conjugales, la mère Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargé de la concertation et de la parité homme-femme, a réaffirmé son souhait de voir expulser les étrangers pour des violences sexistes (?) ou sexuelles.

Réflexion du Premier ministre au sujet de l'enveloppe allouée au plan hôpital : « *Nous avons mis beaucoup de moyens, mais on ne peut pas régler d'un coup de baguette magique une crise qui est née des 35 heures et qui s'est aggravée avec la tarification à l'acte. Il faudra des années pour réparer ce qui a été cassé.* »

Institutions

Nommée en 2017 à la tête de la RATP, Catherine Guillouard a vu en juillet dernier son salaire annuel augmenté sur ordre de Macron de 12,5%, soit 50 000 euros de plus. A quoi s'ajoute sa rémunération variable d'un montant de 100 000 euros maximum, liée à la performance de l'entreprise. Ca risque de chauffer quelques esprits.

Sylvie Goulard, candidate malheureuse au poste de commissaire européen a repris le 4 novembre dernier ses fonctions de sous-gouverneur de la Banque de France, placée sous l'autorité de François Villeroy de Galhau, gouverneur en titre.

Les députés ont voté un déficit de la Sécurité sociale à 5,4 milliards d'euros en 2020, contre 5,1 milliards prévus, afin de prendre en compte les 300 millions de rallonge pour l'hôpital annoncée par Agnès Buzyn.

Lors d'une opération d'appui aux commandos menée contre des djihadistes au Mali, deux hélicoptères – un Tigre et un Cougar - de la force Barkhane sont entrés en collision faisant 13 morts, six officiers, six sous-officiers et un caporal chef de l'armée de terre. L'accident est survenu en fin de journée dans une « *nuit noire et sans lune* ».

Le Sénat a lancé un site dédié (infx.senat.fr) pour faire face aux « *informations fausses, approximatives ou datées* » relatives à la chambre haute et « *permettre à chacun de les vérifier* » en mettant à disposition des informations exactes, vérifiées et à jour.

Les militaires auraient tout lieu d'aller manifester le 5 décembre. Un document de l'Observatoire économique de la Défense démontre que plus le budget de la Défense augmente moins les personnels militaires en bénéficient. Priorité est en effet donnée à la modernisation du matériel et aux opérations extérieures. Chez les officiers, la solde a chuté de 0,8%. Et pour ne rien arranger, les femmes perçoivent moins que les hommes.

Les professeurs français dans le primaire gagnent moitié moins que leurs confrères allemands : 32 500 € brut en moyenne contre 66 000 € outre-Rhin. Si l'on dressait la liste des salaires à augmenter au nom de l'intérêt général on trouverait : les infirmiers dans les hôpitaux, les profs, les assistantes maternelle. Outrageusement sous-payés, les aides à domicile et les manutentionnaires.

Cela n'occulte en rien les secteurs qui ont du mal à recruter en raison de salaires trop bas comme c'est le cas des ouvriers du BTP, secteur qui paie le moins - à peine plus de 2000€ net par mois -, les chauffeurs routiers, 1 500€ net par mois (30 000 emplois non pourvus), et le personnel de l'hôtellerie-restauration (150 000 emplois non pourvus). Vive la mondialisation néolibérale !

Divers

L'ancien ministre de la Justice Michel Mercier a été mis en examen pour «*complicité de détournement de fonds publics*» dans l'enquête sur des emplois supposés fictifs d'assistants parlementaires européens du Modem.

Trésorier du parti jusqu'en 2009, il est mis en cause pour avoir occupé la fonction de «tiers payant», qui consistait à payer les salaires des assistants des eurodéputés.

La CFDT s'apprête à s'allier avec l'Union des autoentrepreneurs pour créer un nouveau syndicat défendant les intérêts des travailleurs indépendants. Une innovation alors que des collectifs de livreurs et de chauffeurs émergent et que le travail en free-lance se développe en dehors de tout cadre social.

La célèbre association de défense des animaux L214 met la pression sur les candidats aux municipales. L214 souhaite que les candidats fassent des propositions concrètes dans leurs programmes pour renforcer le bien être et la protection des animaux. Initié à Paris, cette campagne se déclinera aussi en province.

Bien qu'étant en détention, un sondage confidentiel commandé par le Modem et révélé par *Marianne*, crédite Patrick Balkany de 44% d'intention de vote au premier tour des élections municipales à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Son procès en appel se tiendra du 3 au 19 février 2020. Mais rien ne dit qu'il pourra se présenter.

Le sport professionnel est aussi une belle histoire de pognon. C'est ainsi que le fameux rallye, motos et bagnoles, le Dakar se déroulera dès l'année prochaine en Arabie saoudite et ce pour les cinq années à venir. Cette course appartient au groupe Amaury Sport Organisation.

Tambouille macro-machin

Benjamin Griveaux croyait bien faire en faisant éditer une carte postale, prépayée d'un T noir, imprimée à plus d'1 million d'exemplaires, demandant aux parisiens de lui faire part de leurs idées. Des militants PS ont saisi l'occasion et répondu «*réélection d'Anne Hidalgo* ». Alourdissant d'autant les comptes de campagne du sieur Griveaux qui règle l'addition. Bien joué !

Emmanuel Macron a demandé à la secrétaire d'Etat Brune Poirson d'être candidate aux prochaines municipales en Avignon sous les couleurs de LREM. Elle devra affronter la maire sortante, Cécile Helle (PS) élue en 2014 lors d'une triangulaire avec LR et le RN qui cartonne dans cette ex-circonscription de Marion Maréchal.

Droite

Le délégué Les républicains (LR) de la 8^e circonscription de Roubaix , Maël Camerlynck, a été exclu de son parti. Il voulait constituer une liste pour les municipales avec l'ancienne tête de liste du Front national et une conseillère régionale Les Patriotes.

Le jeune militant Erik Tegnér a été exclu des Républicains. Partisan d'une union des droites, il lui est reproché d'être trop près du Rassemblement national ou plutôt de Marion Maréchal. Dans la foulée on apprend que d'autres cadre subiraient le même sort. Allez, on épure, grand dieu !

Christian Jacob va mal dormir. Dans le Sud de la France, la réunion des droites – LR/RN – aux prochaines municipales est à l'ordre du jour comme c'est déjà le cas à Béziers où Henri Gas (LR) a obtenu 92% de réponses favorables à l'union.

Histoire de femmes ! Valérie Pécresse a proposé une alliance à Rachida Dati mais elle pose ses conditions. Elle veut voir la reprise de 10 de ses 70 propositions pour la capitale élaborées par son mouvement. Elle entend surtout placer ses troupes dans chaque arrondissement. A la direction du parti on se montre ouvert à l'offre de Pécresse. Jacob est pragmatique, il veut regagner Paris.

Gérontologie. Dans les Hauts-de-Seine, Les Républicains, à l'issue du comité d'investiture, ont décidé de soutenir Nicole Goueta, 82 ans, maire sortante à Colombes, Jacques Kossowski, 79 ans, maire de Courbevoie et Patrick Ollier, 75 ans, à Rueil Malmaison.

Gauche

La coprésidente du groupe Generation.s, Léa Filoche - le parti de Benoît Hamon -, au Conseil de Paris a décidé de soutenir la liste d'Anne Hidalgo, toujours PS, aux prochaines municipales. Rappelons que les écolos ont décidé de faire cavalier seul. Quant aux cocos, ils négocient toujours les casse-croûte !

François Ruffin, l'autre tête « pensante » des Insoumis avait décidé d'organiser une bonne manif contre la venue d'Emmanuel Macron à Amiens. Sauf qu'il a pris un bide car à peine soixante-dix personnes se sont déplacées sur le parking de l'usine Whirlpool.

A la réunion du conseil national du PS, le 23/11, à la Maison de l'Amérique latine, les amis de Stéphane Le Foll, ceux de Luc Carvounas et les représentants de la gauche du PS (y a une gauche chez les soces ?), étaient aux abonnés absents. Sur 400 membres de droit à peine une centaine ont écouté le discours d'Olivier Faure.

Désignée chef de file de la France Insoumise à Bagnolet grâce au soutien d'Alexis Corbière, son mari, député du département, Raquel Garrido a finalement été désavouée par le comité électoral du parti. Et c'est Anne de Rugy qui mène la danse sur une liste dissidente, car « *on ne fera pas de liste avec elle, y en a marre de la secte* ». Mélenchon, une secte ! Bigre.

société

Lors d'une conférence de presse tenue le 21 novembre en marge du salon dédié à la sécurité intérieure des Etats, «Milipol», à Villepinte (Seine-Saint-Denis), Pierre Bousquet de Florian, le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, a estimé que la France, comme d'autres Etats occidentaux, atteignait actuellement un «degré de violence» inédit.

« On constate une forte dégradation des rapports sociaux dans les sociétés occidentales », a-t-il observé. Evoquant des « postures populistes de plus en plus véhémentes », il estime que l'on est face à « une forme d'ensauvagement général de notre société avec un degré de violence et une rapidité de montée vers la haine que nous n'avions jamais connus auparavant ». Et la France n'est pas la seule nation concernée.

Dans le cadre de la lutte contre les violences conjugales, les mesures présentées par Edouard Philippe, on trouve l'éducation au collège pour éradiquer le sexisme de nos inconscients, la protection des victimes et la prise en charge des auteurs de violence via des centres d'accueil dans chaque région. Estimation, 361 millions €. Si ce combat est juste, on doute fort du résultat des mesures avancées.

Le nombre de femmes prostituée est estimé à 50 000 en France, en augmentation de 25% en deux ans. Bien pire, cette prostitution peu visible (fini le racolage public, le trafic est à présent majoritairement "logé", c'est à dire dans des appartements loués ou à l'hôtel) concerne de plus en plus les mineurs, les affaires de proxénétisme sur mineurs ont été multipliées par six depuis 2015.

Les jeunes ayant droit à l'aide alimentaire des Restos du cœur, qui lancent aujourd'hui leur 35^e campagne hivernale, sont majoritaires : plus de la moitié (51 %), en effet, des 900 000 personnes accueillies lors de la dernière campagne 2018-2019 ont moins de 26 ans. Dans le détail, 39 % sont des mineurs, enfants de parents qui viennent remplir leurs sacs de denrées, et 12 % sont âgés entre 18 et 25 ans.

« Sur les quelque 110 000 jeunes de 18 à 25 ans que nous recevons en France, 24 000 sont des étudiants. C'est un chiffre qui a beaucoup augmenté ces dernières années », s'inquiète le président de l'organisation caritative. Il y voit deux raisons. « Les bourses sont insuffisantes et la solidarité familiale ne joue plus, soit parce qu'il y a rupture avec les parents, soit parce que ceux-ci n'ont plus les moyens. »

Darwinisme social. Derrière un vernis de modernité, les plateformes de l'économie numérique – Uber, Deliveroo, Amazon, etc. – adoptent les schémas classiques du capitalisme. Des trentenaires blancs diplômés d'école de commerce dirigent des jeunes de banlieue et issus de l'immigration, sans que les deux groupes se mélangent. Ethologique mon cher Watson!

Faits divers

Les candidates à Miss France subissent un certain nombre de tests dont un de culture générale. Moyenne générale des mignonnes, 12,8/20. Pas génial. Mais cela a surtout donné lieu à quelques perles.

Le radeau de la méduse de Géricault s'est transformé en radeau de la fleur, Marlène Schiappa s'est retrouvée au panthéon à la place de Simone Veil. Teddy Riner est perçu

comme le mari de Beyoncé ou encore Napoléon qui a fini sa vie un peu partout dans le monde, sauf sur l'île de Sainte-Hélène.

Les candidates ont également séché sur l'affaire Dreyfus et le "J'accuse" d'Emile Zola, le calcul mental (15% de 700 euros qu'elles ne sont pas arrivées à faire de tête), l'hommage à Jacques Chirac (« *Je voyais sa tête mais je ne me souvenais plus de son nom* »), le plus long fleuve de France métropolitaine (beaucoup ont pensé au Rhône alors qu'il s'agit de la Loire). Quand on a un cul, tout ça n'est pas grave.

Migration/ islam

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse le confirme, un enfant sur deux qui naît dans la région est issu de l'immigration. Le critère étant qu'au moins un des parents est né à l'étranger.

L'Ile-de-France comptait 174 439 naissances en 2018. 85 075 sont Français de souche. Et 89 364 enfants sont nés avec un des parents nés à l'étranger. Dans 19 659 des cas c'est le père et pour 17 341 d'entre eux c'est la mère. Dans 70% des cas, l'enfant a au moins un parent né en France. En Seine-Saint-Denis, 32% des naissances sont issues de deux parents nés en France.

La Seine-Saint-Denis est, avec Paris, en première ligne dans l'accueil des mineurs non accompagnés (MNA). En juin, ils étaient 1 429 dans le département. Un nombre « *en constante augmentation* ». Coût pour la collectivité, près de 59 millions d'euros. A savoir 41 287 euros par migrants.

Écologie

Emmanuel Macron a validé l'engagement à hauteur de 1,1 milliard d'euros de l'Etat pour la construction du canal Seine-Nord, un projet pharaonique qui doit permettre de relier la Seine au réseau fluvial de l'Europe du Nord d'ici à 2028. Le programme, dont le coût est estimé à cinq milliards d'euros, sera également financé par l'Union européenne et les collectivités locales à hauteur de deux milliards d'euros chacune.

Long de 107 km entre Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord), ce canal a vocation à être le maillon manquant entre la Seine et le réseau fluvial de l'Europe du Nord. Il doit faciliter le transport de marchandises entre les pays du Benelux et la région parisienne, et décharger l'autoroute A1 de 500 000 camions par an.

Les produits contenant du soja, que de nombreuses personnes consomment en tant qu'alternative saine à la viande et au lait de vache, peuvent nuire à la santé, relate *Health.News* en citant des chercheurs de l'association française de défense des consommateurs UFC-Que Choisir.

Les auteurs de l'étude ont analysé 55 produits différents à base de soja, notamment des desserts, des plats cuisinés, des sauces et des boissons pour en conclure qu'ils contiennent des niveaux «alarmants» de phytoestrogènes.

Alors que le CNRS fête ses 80 ans, la recherche patine et met en péril la place de la France sur la scène internationale. Notre pays ne consacre que 2,2% de son PIB à la recherche, un chiffre en stagnation depuis deux décennies. Alors que le gouvernement fout en l'air de l'argent ici et là - immigration, la parité, etc -, l'Etat va-t-il continuer d'obérer notre avenir ?

A en croire l'ONU, les Etats doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 7,6% par an entre 2020 et 2030 pour contenir le réchauffement à un seuil soutenable. C'est à cette condition qu'ils pourront respecter l'objectif de l'accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique à + 1,5 °C. Parmi les grands responsables : les énergies fossiles et notamment le charbon.

Le prix minimal que paieront les opérateurs pour obtenir les fréquences utilisées dans le déploiement de la 5G sera de 2,17 milliards d'euros, a annoncé la secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'Economie et des Finances Agnès Pannier-Runacher.

La rougeole a fait plus de 5 000 morts en république démocratique du Congo depuis janvier, soit deux fois plus que l'épidémie du virus Ebola qui sévit dans ce pays depuis août 2018.

Économie

Mounir Mahjoubi l'ex-secrétaire d'Etat au Numérique a comparé le nombre d'emplois créés en France par le distributeur Amazon avec ceux qu'il a détruits dans le commerce de proximité. Résultat des estimations de Mahjoubi : 12 337 créations contre 20 239 destructions soit 1,6 emploi détruit pour 1 emploi créé. Un résultat cohérent avec une étude réalisée aux US (et pour le marché américain) qui concluait que pour un emploi créé Amazon en détruisait 2.

L'économie en folie. Le fournisseur d'énergie néerlandais Eneco a annoncé, lundi 25 novembre, avoir accepté une offre d'achat de 4,1 milliards d'euros d'un consortium japonais mené par Mitsubishi Corporation, qui en devient actionnaire à 80 % et le producteur d'électricité Chubu, 20 %.

Quel est le point commun entre la FAO, l'UIT, l'OACI et l'Onu ? Ce sont quatre organisations des Nations unies qui en compte quinze. Or, ces quatre institutions stratégiques et faitières ont un point commun, elles sont toutes dirigées par de hauts fonctionnaires chinois.

Les Chinois se battent pour le contrôle mondial de ce qui déterminera notre avenir : le soutien aux pays du Sud ; les normes, la distribution et les infrastructures agroalimentaires, numériques, aériennes, spatiales, de télécommunications. La Chine préempte tous les sujets qui seront les défis de demain pour notre planète. C'est la guerre, Coco !

La ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, a mis en garde contre le "Black Friday", cette journée « où, à coups de remises, de publicités, on vous incite à acheter des produits dont vous n'avez pas nécessairement besoin ». « On ne peut pas à la fois baisser les émissions de gaz à effet de serre et appeler à une frénésie de consommation. Il faut surtout consommer mieux » a estimé la ministre.

Culture/médias

Les chaînes privées maintiennent la pression. Mécontentes du prochain projet de loi de réforme de l'audiovisuel, les patrons de M6, Canal+, TF1 et Altice France, estiment que la réforme ne va pas assez loin concernant les plateformes comme Netflix, Disney+ ou Amazon Prime Video. Ils dénoncent des plateformes qui pourront « pénétrer directement dans les foyers français sans obligations ».

Le groupe de pression Sleeping Giants qui visent à intimider les annonceurs dans les spots qu'ils passent à la télé, et réclamé la peau d'Eric Zemmour, pourrait se voir traduit devant les tribunaux par CNews (Canal+ de Bolloré) et M6. Depuis que Zemmour a rejoint leurs rangs, il sont la cible régulière de ces militants.

L'hebdomadaire *l'Express* pourra être écouté à 100% en version audio à partir de janvier 2020. Il s'agit d'une première dans la presse magazine, annoncée par son président, Clément Delpirou, lors de l'événement Innov'Audio Paris.

Europe

Union européenne. L'Europe doit à nouveau faire face aux menaces et chantage du Turc Recep Erdogan de laisser passer les migrants envahir l'Europe. Et que fait l'Europe face à cette situation ? En vérité pas grand-chose tant le contentieux avec la Turquie est lourd et les motifs d'inquiétude multiples vis-à-vis de ce voisin imprévisible.

A Bruxelles, c'est l'idée d'une rallonge financière qui fait son chemin. Elle viendrait s'ajouter aux 6 milliards d'euros mobilisés dans le cadre de l'accord UE-Turquie étalé de 2016 à 2019. Sauf que tout l'argent ne va pas dans les poches de l'Etat turc mais surtout dans celles d'agences et d'ONG. Le drame est qu'en Europe, personne n'est d'accord et que la fracture entre l'Est (groupe de Visegrad) et l'Ouest demeure. A l'Est, ils ne veulent pas entendre parler de quotas et de migrants.

La France et l'Allemagne ont soumis à leurs partenaires une contribution commune pour réformer le fonctionnement et les politiques de l'union européenne, espérant ainsi faire taire les inquiétudes suscitées par la mésentente entre leurs dirigeants.

La Commission européenne dirigée par Ursula von der Leyen a été investie, mercredi, par le Parlement européen. Les eurodéputés lui ont accordé leur confiance avec une confortable majorité de 461 voix, 157 élus s'étant prononcés contre, et 89 s'abstenant.

Allemagne. Au congrès de la CDU à Leipzig (Saxe), la présidente contestée Annegret Kramp-Karrenbauer – dite AKK –, a mis son mandat dans la balance : « *Si cette Allemagne n'est pas l'Allemagne que vous imaginez, et si vous pensez que cette voie n'est pas la bonne, alors dites-le aujourd'hui et finissons-en ici et maintenant.* » Ce qui lui a valu des applaudissements nourris.

Son principal rival, Friedrich Merz, 64 ans, candidat malheureux à la présidence de la CDU en 2018, n'a pas eu d'autre choix que de baisser pavillon. Mais force est d'avouer qu'AKK n'a pas la prudence politique et la finesse de l'ex-patronne, une certaine Angela Merkel.

La ville de Hanovre (1,1 million d'habitants), réputée pour être la plus ennuyeuse d'Allemagne, vient d'élire un maire issu de l'immigration turque. Belit Onay a battu un ex-cadre de Volkswagen de la CDU avec 53% des suffrages. Son élection illustre la progression des Verts qui contrôlent désormais quatre municipalités importantes : Fribourg, Darmstadt et Stuttgart.

Le fossé se creuse entre la chancelière allemande, Angela Merkel, proche du départ, et l'opinion allemande qui, selon un sondage, est nettement plus favorable à confier sa sécurité aux parapluies nucléaires français et britannique (40%) qu'à compter sur les Etats-Unis.

Angleterre. La presse a pris le prince Andrew, dernier rejeton de la reine, pour cible depuis qu'il a été fait état de son amitié avec Jeffrey Epstein. « *C'est un charlatan snobinard et coincé qui a fait plus de mal à la monarchie que de bien.* » Pour ne rien arranger, on lui a sucré ses 249 000 livres (288 000 €) de rente annuelle.

Le grand rabbin du Royaume-Uni a vertement tancé le leader de l'opposition Jeremy Corbyn. Accusé de ne pas lutter comme il convient contre l'antisémitisme rampant au sein de son parti, le patron du Labour n'est, selon Ephraim Mirvis, pas digne de devenir premier ministre.

Grèce. Face aux migrants qui débarquent dans le pays au gré des humeurs du chef d'Etat turc, Recep Erdogan, le pays se sent isolé et laissé pour compte par l'Union européenne qui

regimbe à accepter son lot de migrants. 37 000 personnes s'entassent sur des centres d'accueil qui ne disposent que de 6 200 places.

Mais si le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis, s'active pour gérer la situation, les ministres concernés savent bien qu'elle ne pourra pas tenir longtemps dans plus de solidarité de la part des Européens. On va voir de quel bois se chauffe la nouvelle présidente de la commission, une certaine Ursula Von der Leyen.

Roumanie. A l'élection présidentielle, le Parti social-démocrate (PSD) a subi une sévère défaite. Le président sortant du Parti national libéral (PNI), Klaus Iohannis, 60 ans, est largement réélu pour un second mandat de cinq ans.

Russie. Accusée de dopage, la Russie risque d'être purement et simplement suspendue de toute compétition sportive internationale durant quatre ans, y compris, donc, pour les Jeux olympiques de Tokyo. Il y a un acharnement purement politique contre la Russie, quand les athlètes américains, canadiens et tant d'autres sont régulièrement dénoncés pour le même motif.

A-t-on pour autant suspendu les Américains, les Africains, et tous les chinetoques bien chargés ? Evidemment, la Russie est le seul pays à ne pas faire appel à une main d'œuvre étrangère et notamment africaine.

Serbie. Le président serbe Alexandar Vucic a assuré que Belgrade ne rejoindrait aucune alliance militaire, que ce soit l'OTAN ou l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective dont le siège est à Moscou). Il a insisté sur le fait que son pays conserverait ses liens étroits avec Moscou, parlant de « relations fraternelles ».

International

Etats-Unis. « Au-delà » du Watergate : l'élu démocrate en charge de l'enquête en destitution contre Donald Trump a conclu une série d'auditions publiques en assurant que les faits reprochés au locataire de la Maison-Blanche étaient « *bien plus graves* » que ceux commis par l'ancien président Richard Nixon. « *Ces gens sont malades !* » a réagi Trump.

Les Etats-Unis poursuivent leur croisade contre le projet européen Nord Stream 2 : de nouvelles sanctions contre les individus et entreprises prenant part à la construction du gazoduc ont été annoncées le 23 novembre en marge du 11^e Forum d'Halifax par le président du comité des relations extérieures du Sénat, Jim Risch.

Le texte prévoyant ces sanctions doit, au préalable, être approuvé par l'ensemble du Sénat, la chambre des représentants avant d'être signé par le président américain. On attend donc la suite avec impatience. Mais le projet est déjà bien avancé et en cours de finition .

Gérontophilie. La course à la Maison Blanche serait-elle une affaire de septuagénaires milliardaires ? On peut se poser la question au vu des candidats en présence : Michael Bloomberg, 77 ans, Joe Biden, 77 ans, Bernie Sanders, 78 ans, Elizabeth Warren, 70 ans et Donald le sortant, 73 ans.

Au Mali, les dirigeants français ont voulu imposer l'utopie du « vivre ensemble »

Par Bernard Lugan

La mort récente de treize soldats français dans un accident d'hélicoptères lors d'une opération militaire, ne manque pas de nous questionner sur la présence de l'armée dans cette partie sahélienne de l'Afrique en proie au djihadisme. Bernard Lugan, l'un de nos grands spécialistes de l'Afrique nous explique dans quel bourbier la France s'est volontairement fourrée en méprisant, une fois de plus, les réalités ethniques.

En dépit de l'élimination par l'armée française le 21 février 2019 de l'Algérien Yahia Abou al-Hamman, chef de « l'émirat de Tombouctou », et qui était l'un des trois principaux chefs de la coalition djihadiste sahélienne GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), la situation se complique au Mali.

Le sentiment anti Français y a même explosé le 10 février 2019 quand, à Bamako, devant plusieurs dizaines de milliers de partisans, l'imam wahhabite Mahmoud Dicko a déclaré : « *Pourquoi c'est la France qui dicte sa loi ici ? Cette France qui nous a colonisés et continue toujours de nous coloniser et de dicter tout ce que nous devons faire. Que la France mette fin à son ingérence dans notre pays.* »

Un singulier remerciement pour tout ce que nos Armées ont fait pour son pays...

Les trois erreurs de la France

La vérité est que, face à la grande complexité des réalités maliennes, l'erreur française fut triple :

1) En 2013, il aurait fallu subordonner la reconquête de Gao, de Tombouctou et du nord Mali par Serval à la reconnaissance préalable par Bamako d'une nouvelle organisation constitutionnelle et territoriale prenant véritablement en compte les spécificités nordistes, ce qui n'a pas été fait.

2) Au lieu de cela, Paris imposa une fois de plus l'aberrante solution électorale. Or, comme l'ethno-mathématique a automatiquement donné la victoire aux plus nombreux, c'est à dire aux sudistes, la revendication touareg a donc été « démocratiquement » délégitimée..

3) Les autorités françaises ont refusé de voir que pour Bamako, l'ennemi principal est le séparatisme touareg et non l'islamo-jihadisme combattu par Barkhane.

Au lieu de partir du réel ethno-racial sahélien, aveuglés par leur idéologie, les dirigeants politiques français ont voulu imposer l'utopique « vivre ensemble ». Ils imaginaient sans doute que la fée électorale allait, d'un coup de baguette magique, faire accepter à des nomades berbères ou arabes de se soumettre au bon vouloir des agriculteurs noirs sédentaires que leurs ancêtres razziaient, et aux sudistes de cesser de prendre leur revanche sur ceux qui, avant la colonisation libératrice, réduisaient leurs ancêtres en esclavage.

Par la faute de nos gouvernants, Barkhane se trouve donc désormais prise entre le marteau et l'enclume avec des possibilités de manœuvre réduites en raison de la multiplication des mines posées sur les axes de communication obligés.

Certes, de brillantes opérations permettent de liquider les têtes du jihadisme mais il faut bien voir que, de plus en plus fixée sur des emprises coupées des populations, comment Barkhane dont l'essentiel des moyens est désormais utilisé à son auto-protection pourrait-elle répondre aux problématiques régionales millénaires ?

D'autant plus que ses cadres ne reçoivent plus de formation africaniste, depuis que les véritables enseignements en cette matière ont été supprimés, tant à Coëtquidan qu'à l'École de Guerre...

Source, le site de [Synthese nationale](#)

Sites à consulter

TVLibertés

condition féminine, un sondage édifiant

pour une bonne écologie

des débats pertinents

le calendrier des arnaques alimentaires

Journées de lecture

***La religion française*, par Jean-François Colossimo, Le Cerf ed., 400 p., 20€**

Dans ce livre l'essayiste remonte à la source capétienne d'une certaine approche, typiquement française, du rapport entre politique et religions. Il en déroule l'histoire jusqu'aux défis contemporains que pose l'islamisme à la République. Une chose est sûre avec Colossimo, c'est toujours intelligent.